

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Covid-19 : l'Afrique centrale face au défi de la sécurité alimentaire

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale et les 8 représentations pays organisent, du 30 au 31 mars 2021, leur 13e Réunion de l'équipe multidisciplinaire (MDT). Cette rencontre dont les travaux se dérouleront par visioconférence, portera sur le thème " Renforcer la résilience et la transformation des systèmes alimentaires face à la pandémie de Covid-19 et ses impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ".

Pour rappel, plus de 51,9 millions de personnes souffrent de la faim en Afrique centrale et la situation nutritionnelle des groupes les plus vulnérables risque de se détériorer davantage en raison des effets sanitaires et socio-économiques de la pandémie de Covid-19.

La crise sanitaire actuelle met en évidence les défis existant dans les systèmes alimentaires et souligne la nécessité d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire et des systèmes alimentaires en général. Des études récentes font état d'une détérioration inquiétante de l'insécurité alimentaire aiguë dans les

pays qui souffrent déjà d'autres crises telles que les conflits, le changement climatique, les ravageurs et les maladies transfrontalières.

THEMATIQUES • Ainsi, la Réunion de l'équipe multidisciplinaire, qui constitue un cadre statutaire d'échanges sur les principales préoccupations courantes, permettra aux responsables et experts du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale et des bureaux pays ainsi que des représentants des gouvernements, des communautés économiques sous-régionales, des institutions spécialisées, de la société civile et du secteur privé d'aborder les

stratégies qui permettront de renforcer la résilience et améliorer les systèmes alimentaires face aux défis créés par la pandémie de Covid-19.

Les pays couverts par ce bureau sont : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sao Tomé et Principe et le Tchad.

La réunion sera organisée autour de quatre (4) sessions thématiques, précédées d'une session de haut niveau marquée par une discussion sur le Sommet mondial des Nations unies sur les systèmes alimentaires et les priorités de la sous-région.

Plusieurs experts de la FAO et des organisations partenaires animeront les sessions.

Cette rencontre annuelle, la 13e du genre donc, permettra d'explorer les opportunités de mobilisation de partenariats et des ressources pour relever ensemble les défis de renforcement de la résilience des institutions, ménages et individus face à la pandémie de Covid-19. Les solutions et recommandations qui vont en résulter permettront de mieux adapter et accompagner les transformations des systèmes alimentaires en Afrique centrale pour les rendre plus résilients, inclusifs, sensibles au genre et à la nutrition.

Ecofac 6 : renforcer les systèmes de gestion



Photo: H.N.M

Les membres du panel durant les travaux.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

DANS le cadre de la continuité de ses travaux, le comité de suivi national du programme régional de conservation et de valorisation des écosystèmes fragilisés d'Afrique centrale (Ecofac 6) s'est réuni l'autre jeudi à Libreville. Cette réunion de travail s'est déroulée en présence du ministre des Eaux et Forêts, Lee White, de sa collègue de l'Economie, Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou, le secrétaire exécutif de l'ANPN,

Christian Tchimanbela, de l'ambassadrice de l'Union européenne, Rosario Bento Pais, et de la commissaire en charge de l'aménagement du territoire et aux infrastructures à la CEEAC, Marie-Thérèse Chantal Ngakono. Cette deuxième session s'inscrit dans la maîtrise d'ouvrage institutionnelle du Programme, avec pour objectif de faire le point sur l'état d'avancement du Programme, analyser son évolution et ses résultats à ce jour, notamment dans un contexte fortement marqué par la pandémie de Covid-19.

Selon le comité de suivi, "ces recommandations visent à améliorer la coordination interne et externe sur des sujets plus larges que ceux de la conservation de la nature. À savoir, la formation professionnelle, le statut des écologues vis-à-vis de la fonction publique, l'écotourisme, la lutte contre les trafics, etc".

De plus, le comité a mis en évidence la nécessité de travailler sur la création de nouveaux modèles économiques durables pour la gestion des parcs et pour le centre de formation CEDAMM, à travers des partenariats publics-privés.

EESS : lancement de la deuxième phase du projet



Photo: DR

Les travaux de la deuxième phase du projet EESS.

F.M. MOMBO
Libreville/Gabon

LA Société gabonaise de suivi-évaluation des politiques publiques (Sogeval) a lancé, mardi dernier, la deuxième phase du projet de l'Evaluation environnementale sociale et stratégique (EESS) du secteur forestier.

Cette seconde partie du projet est intitulée consultation de l'EESS. "Nous démarrons aujourd'hui la deuxième phase qui est celle de la planification de la consultation, soit au niveau de la recherche documentaire, soit au niveau des enquêtes de terrain, interviews, focus group. Cette consultation

est prévue pour s'étaler sur 79 jours", a indiqué Petit Lambert Ovono, coordonnateur du projet. Engagé à maîtriser ses émissions de gaz à effet de serre provenant des forêts, le Gabon veut réduire ses émissions brutes de 50% par rapport au niveau de 2005 d'ici à 2025. Cela implique une réduction de plus de 50% dans le secteur forestier.

L'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN) avait émis un appel d'offres pour une évaluation environnementale sociale et stratégique dans le secteur forestier. Une offre remportée par la Sogeval qui a lancé le 18 février dernier à Libreville, la première phase de l'étude.